

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 23/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Véolia Propreté - TRIADE Electronique MICRO ORANGE**

296 avenue Georges VACHER  
Z.I. Rousset  
13790 Rousset

Références : D-2026-0286  
Code AIOT : 0006408653

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2026 dans l'établissement Véolia Propreté - TRIADE Electronique MICRO ORANGE implanté 296 avenue Georges VACHER Z.I. Rousset 13790 Rousset. L'inspection a été annoncée le 21/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a eu lieu suite à un incendie qui s'est produit sur le site la nuit du 21 avril 2026 à partir de 3h10 dans une alvéole de déchets d'équipements électriques et électroniques, contenant des PAM (petits appareils ménagers).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Véolia Propreté - TRIADE Electronique MICRO ORANGE
- 296 avenue Georges VACHER Z.I. Rousset 13790 Rousset

- Code AIOT : 0006408653
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TRIADE ÉLECTRONIQUE appartient au groupe VEOLIA. Le site de Rousset est spécialisé pour le traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E), en particulier les PAM (petits appareils ménagers).

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 avril 2013.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Accident
- Pollution

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Déchets
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rapport d'incident ou d'accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	Mesures d'urgence	
2	Etude de dangers	Arrêté Préfectoral du 30/04/2013, article 7.1.6	Mesures d'urgence	4 mois
3	Stocks de déchets ayant été touchés par l'incendie	Arrêté Préfectoral du 30/04/2013, article 1.2	Mesures d'urgence	1 jour

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit mettre en place des actions de remise en état, mettre à jour son étude de danger et les moyens de lutte contre l'incendie dans ces alvéoles ainsi qu'une meilleure rétention des eaux incendies. Une proposition d'arrêté préfectoral de mesures d'urgence est annexé à ce rapport afin d'encadrer l'ensemble de ces actions.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Rapport d'incident ou d'accident**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels, Rapport d'incident ou d'accident

### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

### **Constats :**

L'exploitant a tenu informée l'inspection des installations classées le 21/04/2026 à 8h au sujet de l'incendie ayant eu lieu dans la nuit entre 3h10 et 7h20. Une visite d'inspection était prévue sur le site ce même jour pour contrôler une autre thématique, ainsi il ne s'agissait pas d'une inspection inopinée.

Sur place, l'inspection a constaté que le départ de feu a eu lieu au sein de deux alvéoles contiguës de déchets DEEE, l'ensemble des déchets contenus dans ces alvéoles a pris feu et s'est embrasé. La durée du feu est de 4 h selon les indications du SDIS. Les deux alvéoles couvrent une surface de : 15 mètres \* 6 mètres = 90 m<sup>2</sup> , la hauteur des déchets était de 3 mètres ce jour là, l'inspection en déduit que 270 m<sup>3</sup> de déchets étaient présents (l'exploitant évoque 40 m<sup>3</sup> et 60 tonnes). L'exploitant a expliqué que ces deux alvéoles contiennent des PAM -Petits Appareils en Mélange- "dépollués" qui ne détiennent pas de batteries et piles (câbles, appareils filaires, etc.), les PAM détenant des batteries et piles sont stockées dans d'autres alvéoles. Une benne de DIB (encombrants bois, plastiques, cartons) de 30 m<sup>3</sup> se trouvant à proximité a également pris feu par propagation. Ce sont donc environ 300 m<sup>3</sup> de déchets qui ont pris feu.

L'exploitant a bien transmis un premier rapport d'incident le 21/04/2026 au soir (au travers la fiche G/P).

### **La chronologie et les circonstances de l'incendie sont les suivantes :**

A 03:10, déclenchement de l'alarme, départ de feu alvéole PAM de gauche.

A 03:15, intervention du gardien avec un extincteur.

A 03:20, appel aux pompiers et tentative de déclenchement de l'astreinte (erreur de lecture du planning par le gardien).

A 03:23, le feu se propage aux grilles de PAM.

A 03:30, le convoyeur C040 prend feu.

A 03:34, propagation dans l'alvéole de droite.

A 03:40, arrivée des pompiers et déploiement des lances.

A 03:41, déclenchement réel de l'astreinte (bon interlocuteur trouvé).

A 03:42, feu dans la benne de DIB.

A 03:50, aspersion convoyeur C050 pour éviter la propagation.  
A 03:57, repositionnement aspersion en face des 2 alvéoles.  
A 04:20, déploiement lances pour extinction des bennes DIB.  
A 04:30, arrivée du responsable d'exploitation.  
A 04:35, arrivée du 1er conducteur d'engin.  
A 04:40, mise en place échelle pompier pour l'aspersion par dessus les alvéoles.  
A 04:45, arrivée du second conducteur d'engin.  
A 04:50, démarrage de la chargeuse pour déblayage alvéole PAM.  
A partir de 05:00, arrivée des premières équipes d'exploitation.  
A 06:20, arrêt des aspersions pour améliorer la visibilité dans les alvéoles des conducteurs d'engins.  
A 06:50, déplacement de la benne DIB à la chargeuse pour améliorer la prise en charge par les pompiers.  
A 07:20, arrêt des fumées, fin du feu et démarrage des rondes de surveillance.

**Bilan humain :** Aucun blessé n'est à déplorer.

**Conséquences sur les installations et équipements:** les tapis convoyeurs qui acheminent ces déchets vers la plateforme automatisée de tri ont été brûlés et ne sont plus fonctionnels. Ces derniers doivent être réparés, les opérations de tri mécanique ne peuvent donc plus être réalisés pendant cette période de remise en état. Seules des activités de tri manuel pourront être réalisées à l'intérieur du bâtiment. Les déchets qui étaient stockés sur site et qui n'ont pas été brûlés ont été humidifiés par les eaux d'extinction et doivent être évacués.

**Conséquences sur l'environnement:** les flammes ont atteint une hauteur de 5 mètres (photographies obtenues par les gendarmes) ce qui a dégagé des fumées. Un vent d'Est de faible intensité acheminait les fumées vers l'Ouest, la zone ouest ne contient quasiment pas d'habitations car il s'agit d'une zone industrielle. Le SDIS précise que le panache de fumée s'est fortement réduit au bout d'1h30. Aucun prélèvement sur la nature des fumées lors de l'incendie n'a pu être effectué.

Les eaux d'extinction (2 poteaux incendies sollicités et deux canons) ont été contenues dans la zone de rétention constituée de dalles étanches. Les pompiers ont évoqué avoir utilisé des émulseurs contenant des capstones faisant partie de la famille des substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées (PFAS).

La vanne martellière automatisée, située en sortie de la première zone de rétention où l'incendie a eu lieu était fermée, cependant, le SDIS a informé l'inspection après la visite, qu'au niveau d'une autre canalisation située à l'extrémité ouest du site, qui part vers le site industriel St Microelectronics, une fuite de mousse liée à l'utilisation d'émulseurs a été observée. Une photo transmise en fait état. Cette sortie de canalisation est fermée par un boudin qui se gonfle avec une pompe à pied pour assurer l'étanchéité. Selon le SDIS, l'exploitant a tardé à gonfler ce boudin ce qui a conduit à la fuite.

Une nouvelle visite pourra être réalisée selon le rapport d'accident transmis.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Un arrêté préfectoral de mesures d'urgence est proposé à l'issue de cette visite afin d'encadrer les opérations de réparation, de reprise d'activité et d'amélioration générale des conditions d'exploitation. En sus, il est demandé de fournir les éléments suivants:

- L'exploitant prend les mesures nécessaires pour empêcher toute pollution du milieu et

plus particulièrement éviter la contamination des eaux superficielles et des eaux souterraines, notamment par le nettoyage des zones impactées et des réseaux empruntés par les effluents contaminés. Des dispositifs de pompage sont mis en place si nécessaire pour récupérer l'ensemble de ces effluents ;

- L'exploitant dispose des moyens nécessaires pour procéder aux opérations de pompage et de stockage des eaux d'extinction sur site dans les meilleurs délais afin de retrouver au plus vite sa capacité nominale de rétention et d'acheminer ces dernières, comme il s'est engagé à le faire auprès de l'inspection, vers la filière d'incinération permettant d'éliminer les substances PFAS contenues dans ces eaux ;
- L'exploitant détaille les raisons à l'origine de la fuite de mousse observée en sortie du site et met en place une vanne martellière "automatisée" et asservie à l'alarme sur la deuxième vanne située en sortie du site. Elle est mise en position fermée en dehors des heures d'ouverture et d'activité du site ;
- L'exploitant définit une stratégie portant sur les conditions de remise en service de ses installations, en précisant les différentes étapes de démolition, reconstruction ou réparation des équipements endommagés par le sinistre. Cette stratégie détaille l'organisation mise en place durant cette période transitoire (conditions de fonctionnement et d'exploitation des installations) ;
- L'exploitant adresse un rapport d'accident en application de l'article R.512-69 du code de l'environnement, dans un délai de 15 j, complété par un complément, lequel prévoit notamment d'identifier les causes profondes de l'évènement en reprenant notamment l'ensemble des points mis en annexe de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence proposé à l'issue de cette visite.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mesures d'urgence

## N° 2 : Etude de dangers

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/04/2013, article 7.1.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mise à jour étude de dangers

### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers

### **Constats :**

Les alvéoles qui ont pris feu sont munies d'un rideau d'eau automatisé (moyen d'extinction) asservi à la détection se situant en face de l'alvéole. Ce moyen d'extinction n'a pas été pleinement efficace pour arrêter la propagation du feu, nécessitant l'utilisation des émulseurs lors de l'intervention des pompiers. Pour mémoire, le feu a duré 4 heures. L'occurrence des incendies constatée sur le site est importante. Il est donc nécessaire que l'exploitant mette à jour sa stratégie globale de la gestion du site et des moyens d'extinction incendie présents sur le site. Les moyens d'extinction mis en place ne sont donc plus appropriés aux risques incendies présents sur le site. Les DEEE contiennent de plus en plus de batteries lithium, hautement inflammables. L'exploitant a déclaré qu'il est de plus en plus difficile de repérer les batteries et les piles qui se trouvent dans les petits appareils ménagers, du fait de la réduction de leur taille et de la conception moulée, rendant difficile leur extraction. Il déclare également qu'aujourd'hui aucune

technologie n'est aujourd'hui disponible et efficace pour détecter avant tri les différents types de piles et batteries contenues dans les DEEE.

Par ailleurs, il est rappelé que la réglementation a évolué, notamment les dispositions réglementaires de l'AM du 6 juin 2018, en 2023, en 2024 et en 2025 pour prendre en compte les retours d'expérience de l'incendie de Rouen de 2019.

Dès lors, l'inspection des installations classées demande qu'une mise à jour de l'étude de dangers du site soit réalisée pour tenir compte de tous ces enjeux afin de réduire voire supprimer toute occurrence

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant met à jour l'étude de dangers du site. Cette actualisation vise :

- à mettre à jour les effets du site en tenant compte des installations modifiées/réparées ;
- à porter une attention particulière aux risques liés au stockage de batteries ;
- à mettre à jour la répartition des zones de stockage qui tiennent compte des exigences réglementaires définies par l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, notamment ses évolutions intervenues en décembre 2023, juin 2024 et mai 2025 ;
- à redéfinir les nouvelles distances d'effets thermiques de cette répartition des zones de stockage ;
- à adapter les moyens de lutte contre l'incendie afin notamment de dimensionner des moyens d'extinctions rapides (émulseurs exempts de PFAS par exemple) au droit ou à proximité des zones les plus sensibles au risque d'incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mesures d'urgence

**Proposition de délais :** 4 mois

#### **N° 3 : Stocks de déchets ayant été touchés par l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/04/2013, article 1.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Tableau des rubriques ICPE

#### **Prescription contrôlée :**

Pour la rubrique 2711-1 :

Installation de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques- DEEE. Le volume susceptible d'être entreposé étant : Supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup>

Volume maximal de DEEE susceptible d'être entreposé est de 2000 m<sup>3</sup>.

#### **Constats :**

Le volume de déchets stockés à l'extérieur du bâtiment de tri, issus du process de tri déclaré par l'exploitant le jour de l'incident a été estimé à 200 tonnes. Celui-ci évoque une quantité de déchets présents estimée à 60 tonnes.

Dans ce volume se trouvait : plastiques, métaux ferreux et non ferreux, etc. Ces déchets ont été en partie humidifiés ou mouillés.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Transmettre sous un délai de 24h à l'inspection des installations classées un état des stocks établi au moment de l'incendie permettant d'identifier les quantités précises des déchets par typologie et catégories de dangers présents, afin de pouvoir déterminer les conséquences environnementales et sanitaires.</p> <p>L'exploitant met en place les dispositions afin de collecter et traiter les déchets impactés par l'incendie afin de les envoyer vers les filières de traitement adaptées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mesures d'urgence
<b>Proposition de délais :</b> 1 jour